

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 84 du 08 avril 2018

Libre débat pour une alternative politique

Tous les secteurs du salariat, actifs, chômeurs et retraités, et la jeunesse, sont en train de chercher voies et moyens pour affronter le pouvoir exécutif "macronien".

Celui-ci en effet, après avoir remporté une première victoire contre les droits sociaux et démocratiques par ses ordonnances contre le code du travail, a désigné les cheminots comme la cible à abattre, au compte du capital dans son ensemble.

Mais une lame de fond s'est progressivement levée à partir des mouvements des EHPAD et des retraités, notamment.

C'est cette lame de fond qui a donné un caractère général, c'est-à-dire un caractère politique d'affrontement avec le pouvoir, à la grève appelée par la majorité des fédérations de la fonction publique le 22 mars dernier, et elle s'est du même coup étendue et approfondie.

C'est cette lame de fond qui, en faisant en sorte que les cheminots ne soient pas isolés, a conféré force et puissance au début de leur grève le 3 avril.

C'est cette lame de fond qui porte la mobilisation progressive de la jeunesse étudiante et lycéenne, qui a été confrontée à plusieurs agressions et provocations d'extrême-droite suite au 22 mars.

C'est à présent cette lame de fond qui soulève les questions politiques essentielles : **combattre l'ensemble de la politique de Macron, construire dans l'unité et dans la lutte une alternative, réaliser l'unité dans la grève. Ces besoins politiques sont liés entre eux.**

Nous n'en sommes donc plus au moment de la prise de conscience de la généralité des attaques menées par ce gouvernement et ce président et l'assemblée-bidon qui les accompagne, même s'il existe des inégalités d'un secteur à un autre. En attaquant tous azimuts, l'exécutif macronien de la V^e République suscite le besoin politique d'une lutte sociale se généralisant en se centralisant contre lui.

Il en va de l'avenir des enfants et des jeunes à commencer par leur droit aux études, il en va du traitement accordé aux vieux, il en va de ces éléments de civilisation que sont le droit du travail, les services publics, les statuts de la fonction publique et de la SNCF, la protection sociale, la laïcité, et cette défensive devient offensive en exigeant l'extension des services

publics et non leur atrophie, la hausse des salaires, retraites, pensions et minima sociaux et non leur baisse réelle.

Les données d'un affrontement général, d'une explication d'ensemble classe contre classe, majorité contre minorité capitaliste, se mettent en place. Nous n'allons pas plus vite que la musique en disant cela : notre propos n'est pas d'accélérer à tout pris l'affrontement, qui aura lieu, qui germe et qui monte, notre propos concerne les conditions de sa victoire, ou non.

Car non seulement l'exécutif macronien de la V^e République annonce et assume un avenir bouché pour le plus grand nombre, fait de petits boulots, d'ubérisation et de non-droits, mais, comme l'indiquent les nombreux "incidents" liés à l'ultra-droite depuis l'affaire de Montpellier du 23 mars dernier, **il nourrit la pire réaction** : sa victoire conduirait soit à l'arrivée au pouvoir de cette dernière, soit à l'installation d'un macronisme pérenne et autoritaire dans une société brisée.

Il est évident que l'immense majorité n'en veut pas et que ce qui est, de plus en plus, à l'ordre-du-jour, n'est pas ce mauvais scenario, mais l'affirmation démocratique de l'affrontement social nécessaire et salutaire.

Le blog Arguments pour la lutte sociale et deux camarades, Robert Duguet et Philippe de Maistre, membres fondateurs d'une association qui était en octobre en voie de se constituer : l'Espace Citoyen du Val d'Yerres (91), ont participé le 22 octobre à une rencontre sur le thème : *"constituer une perspective politique, nécessairement pluraliste et démocratique, qui représente les salariés, actifs, chômeurs, retraités, jeunes, alternative à Macron, pour le chasser lui et la V^e République."*, à laquelle avaient notamment participé des représentants du courant ayant depuis constitué la Gauche démocratique et sociale, composé surtout d'anciens militants du PS

Constituer une telle perspective politique, cet objectif n'a-t-il pas plus d'actualité, d'urgence, à présent ?

Sans aucun doute.

Et ce n'est pas un objectif séparé de celui visant à réaliser l'unité, la centralisation et donc la généralisation des luttes sociales contre le patronat et l'exécutif. Les cheminots seuls n'y arriveront pas et ils ne seraient pas entrés en grève avec une telle force s'ils avaient été isolés. La question de la vraie grève générale, courte et unie, se pose à présent, et elle pose à son tour la question : chasser Macron, et quoi ensuite ?

Les journées d'action interprofessionnelles annoncées (dont de larges secteurs vont bien sûr se saisir) ne répondent pas à ces questions. Mais plus les forces, courants et militants se situant sur le terrain du mouvement ouvrier et du débat démocratique s'associeront, débattront publiquement des perspectives et affirmeront leur volonté à construire, sur la base des mobilisations, l'alternative politique démocratique à ce pouvoir et à ce régime, plus se renforceront les chances d'un mouvement général et centralisé pour gagner.

C'est pourquoi nous invitons ceux et celles qui, tout en participant aux combats sociaux du moment, veulent avancer sur cette question, à une assemblée-débat le samedi 28 avril, de 14h à 17h à la salle de réunion du "Maltais rouge", 40 rue de Malte Paris 11^e (métro République ou Oberkampf). Nous remercions d'ailleurs l'association qui gère cet espace car trouver un lieu de réunion à Paris est un vrai problème démocratique, qui a contribué à retarder notre initiative.

Notre invitation s'adresse à toutes et à tous :

- les militants syndicalistes qui cherchent la centralisation et l'extension des luttes sociales actuelles,
- les jeunes qui refusent l'avenir "uber-blanquérisé" que l'on veut leur imposer et parmi eux les syndicalistes étudiants et lycéens,
- les militants et citoyens mobilisés sur l'appel lancé par F. Ruffin et F. Lordon à un "*débordement général*" pour "*faire la fête à Macron*" le 5 mai prochain.

Nous savons bien qu'à partir de nos seules forces nous n'allons pas par miracle associer les milliers et les milliers concernés par ces enjeux, mais, sans aucune exclusive, notre invitation s'adresse tout particulièrement aux courants politiques ou syndicalistes qui, d'une façon ou d'une autre, mettent en avant la nécessité de l'unité pour chasser Macron sans s'aligner sur le calendrier électoral officiel (présidentielle en 2022, municipales en 2020 et européennes en 2019 !) et saisissent ou tendent à saisir comme une question politique à traiter maintenant celle de l'unité et de l'alternative à Macron et à la V^e République et donc le débat sur le régime, la constituante, le gouvernement démocratiques nécessaires :

- le Front social,
- le POID (Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique) qui prépare depuis plusieurs semaines une manifestation le dimanche 13 mai "*pour l'unité pour chasser Macron*", objectif précis que nous partageons,
- la GDS (Gauche Démocratique et Sociale) qui appelle à "*bâtir un front unitaire contre Macron*" et à "*l'unité pour une alternative à gauche*",
- les militants d'Ensemble, du NPA, de l'Association pour une constituante ... liste non limitative !

Nous proposons de donner à la réunion du 28 avril le caractère d'une réunion-débat dans laquelle chaque courant ou organisation représenté pourra, pour commencer, présenter ses positions et propositions en une courte intervention liminaire de 10 mn. Le but est d'avoir un débat politique de fond, en prise sur le réel : ni prise de tête, ni happening, mais libre débat entre militants ouvriers, ça urge aujourd'hui !

**Vous ne voulez pas nous perdre de vue ?
Abonnez-vous au site :**

<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>

L'appel à une manifestation le 5 mai : débattons !

L'appel de l' "Assemblée générale" du 4 avril.

Mercredi 4 avril, dans le contexte du démarrage puissant de la grève des cheminots, une "assemblée générale" se tenait à la bourse du travail de Paris, appelée par François Ruffin, député d'Amiens élu comme candidat unitaire de gauche, membre du groupe parlementaire "France insoumise", et Frédéric Lordon, essayiste en économie, qui en 2016 avait avec F. Ruffin lancé l'appel au mouvement "Nuit debout".

Elle réunissait plusieurs centaines de participants.

Après plusieurs interventions de syndicalistes et de travailleurs engagés dans des luttes sociales, comme Gaël Quirante, syndicaliste SUD de La Poste licencié sur intervention ministérielle, - la salle scande Grève générale après son intervention -, et Mirabelle Hann, femme de chambre au Holiday Inn de Clichy - 111 jours de grève, depuis le 19 octobre, qui ont arraché le relevé quotidien des heures travaillées avec 130 heures par mois a minima et une prime de panier de 7,14 euros - les deux personnalités appelantes ont sorti de leur chapeau la proposition d'une grande manifestation nationale le samedi 5 mai, complétée ensuite par celle de former partout des "comités du 5 mai", propositions validées à la "quasi-unanimité".

Nota Bene : j'ai mis ici "assemblée générale" entre guillemets pour la raison suivante : une "assemblée générale" à l'origine réunit les personnels d'une entreprise, d'un site, d'une administration ou les jeunes scolarités d'un établissement ou d'une université, et n'est pas composée de gens venus individuellement de divers lieux : cette "assemblée générale" était en fait une réunion politique ne s'assumant pas pleinement comme telle, mue en cela par le désir de se poser en représentante, forcément autoproclamée, du "mouvement social".

Voici l'appel-pétition diffusé suite à cette assemblée :

<https://www.change.org/p/le-peuple-appel-au-samedi-5-mai-faire-sa-f%C3%AAt%C3%A0-macron>

Un tel appel fait écho à un vrai besoin.

Le texte-pétition parle de "mouvements dispersés" pour décrire la situation actuelle. Ce n'est déjà plus tout à fait vrai : la lame de fond qui monte a commencé à construire l'unité. Elle a fait des 15 et 22 mars des moments de rassemblement de tout le monde du travail, c'est elle qui a donné sa puissance au démarrage de la grève des cheminots, et elle a en outre imposé des prises de position, y compris communes, de soutien aux cheminots venant de la plupart des partis et organisations de gauche ou issues du mouvement ouvrier.

Et, de plus, se dessine un mouvement d'ensemble de la jeunesse étudiante et lycéenne, contre laquelle la violence de Parcoursup, concentré de la violence sociale dont elle est victime, mouvement qui va atteindre son plein régime en mai-juin.

Les cheminots ne gagneront pas tout seuls et ne peuvent porter à eux seuls, même avec les caisses de grève bien alimentées qui sont en train de se remplir, le poids de l'affrontement voulu par Macron.

Bref, le mouvement réel est en marche et il cherche à s'unir, c'est-à-dire à s'étendre et à se généraliser, en se centralisant contre l'adversaire d'où partent les coups : le pouvoir politique.

Une manifestation centrale commune est donc tout à fait bienvenue.

Pourquoi et comment réussir une manifestation centrale ?

Une manifestation centrale commune pour quoi faire ? - question qui conditionne sa réussite.

Elle ne peut avoir d'autre sens, et il faut donc le dire, que celui de réaliser l'unité pour battre et chasser Macron. Pour cette raison - parce que le mouvement réel des luttes sociales est politique, au plus haut point - les conditions de sa réussite passent par la réalisation de la grève unie, et une manifestation centrale affrontant directement le régime serait donc une manifestation se tenant en semaine, **avec grève**. Rappelons d'ailleurs que, malgré sa date tardive, la manifestation intersyndicale du mardi 14 juin 2016, qui a atteint quoi qu'on en dise le million de manifestants ou peu s'en faut, a été à ce jour ce qui s'en rapprochait le plus.

A défaut, une manifestation de démonstration politique appelant à réaliser cette unité pour chasser Macron, se trouve être appelée depuis des mois par un courant politique dont "l'audience" est moindre que celle des appellants de l'"assemblée générale" du 4 avril, mais qui s'est adressé aux courants politiques issus du mouvement ouvrier (dont l'ensemble des affiliés à l'"espace politique" de la France insoumise), à savoir la manifestation appelée par le "Comité pour la rupture avec la V° République et l'Union Européenne" constitué par le POID (Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique) ... à la date du dimanche 13 mai.

Nul doute que les travailleurs et les jeunes de la base qui soutiennent l'appel au 5 mai et espèrent qu'il soit un point d'appui pour gagner, l'entendent comme un moment de centralisation et d'unité contre Macron, pour battre Macron, pour défaire Macron, pour chasser Macron.

Nul doute que lorsque les participants à l'"assemblée générale" du 4 mai ont scandé "Grève générale", tel était le sens de leur combat, tel était leur souhait.

Le 5 mai selon Ruffin et Lordon.

Qu'en disent Ruffin et Lordon et qu'en dit l'appel-pétition qu'ils ont lancé ?

« Il est probable que Macron ne se rende pas compte que, sous son règne, tout devient très clair, trop clair. Le moment est peut-être venu de lui faire savoir, pour notre part, où nous en sommes. Dans les ordonnances SNCF, se trouvent reliés tous les éléments d'un monde dont nous ne voulons pas. Si ce qui est clair pour nous ne l'est pas pour lui, rassemblons-nous donc pour le lui expliquer un peu plus nettement. Premier anniversaire à l'Élysée ? Qu'il sente non pas la bougie mais le vent du boulet. »

Il faut "faire sa fête" à Macron, titre l'appel. Le fêter ou le chasser - ou réaliser les conditions de l'unité pour le chasser ? D'après ce qu'en dit le texte lui-même, il s'agit de "lui faire savoir où nous en sommes". Sérieusement, en a-t-il vraiment besoin ? S'agit-il de rendre les choses "claires pour lui" ? De lui "expliquer" ? Et sentira-t-il vraiment le "vent du boulet" s'il n'a affaire qu'à un grand happening le conspuant, certes, tout en disant vouloir surmonter "la dispersion" qu'un tel type de manifestation serait le "seul moyen" de surmonter, comme si la grève unie (associant chômeurs et citoyens solidaires, bien entendu) n'était pas LE moyen réel par lequel cette dispersion commence à être surmontée sans attendre le 5 mai ?

Sous l'ambiguïté de la formule "faire sa fête à Macron", vont s'organiser et monter à Paris des milliers qui veulent l'unité pour battre et chasser Macron, c'est une évidence, car autrement ce serait un bide. Ces formules peuvent passer pour des métaphores de ce contenu. Mais les initiateurs ne semblent pas vouloir d'explicitation de leurs métaphores et là, nous sommes au cœur des questions les plus politiques, de celles qu'il faut cesser d'esquiver.

Mais alors pourquoi ne pas dire ce qui est : qu'il faut faire l'unité pour chasser Macron, ce "Bonaparte gazeux" ?

Pourquoi ne pas faire de ceci le sens de la manifestation du 5 mai puisque c'est ce sens là qui fera venir les gens ?

Pourquoi ne plus rien dire, d'ailleurs, de la question de la grève générale scandée par l' "AG" du 4 avril peu avant que la manif du 5 mai ne soit lancée ?

Le questionnement oh combien légitime de F. Ruffin.

Le sens politique effectif de la manifestation et la question "quoi faire après" sont liés.

Quoi faire après ? F. Ruffin s'interroge à haute voix : « *La plus grosse question, c'est : qu'est-ce qu'on fait le 5 mai au soir ? Il faut une inversion du rapport de force, que la peur change de camp, que le 5 mai au soir soit le point de départ.* »

« *On ne va pas refaire Nuit debout* », déclare prudemment Frédéric Lordon.

De deux choses l'une : soit le 5 mai sera une vraie centralisation politique contre Macron et donc une étape dans la réalisation de l'unité, la vraie, et la question de la grève unie pour le battre, de la grève générale, non pas comme un mythe mais comme la centralisation-généralisation rapide et efficace, pourra être posée ouvertement, c'est-à-dire réalisée voire imposée aux directions syndicales, soit il sera un happening débouchant sur ... le questionnement de François Ruffin.

On sent qu'il n'a pas envie de réoccuper la place de la République pendant deux mois. Mais si le sens du 5 mai est d'affronter réellement Macron et pas de lui faire une "fête", fut-elle "sa" fête, la question de François Ruffin devrait et pourrait être notre question à tous. **Quel débouché politique contre Macron ?**

Quelle union, fédération, coalition, de forces et de courants politiques issus de la gauche et du mouvement ouvrier (ceux qui ont fait élire F. Ruffin à Amiens) pour être **candidats au pouvoir**, non pour s'en servir, mais pour libérer tout barrage à la démocratie, afin donc que le

peuple, le vrai, élise une constituante, élise des députés mandatés, dotés d'un vrai pouvoir, responsables, révocables, pour que ceux-ci soient à son service et pas à celui du capital ?

Voilà de vraies questions, des questions révolutionnaires, mais现实的. Des questions qui ne doivent plus être esquivées, car leur simple débat ouvre des perspectives et contribue au développement des mobilisations, à leur extension.

Car la généralisation des luttes sociales, suscitée par la lame de fond qui monte d'en bas, lente mais puissante et sûre, qui a démarré avec les EHPAD et les retraités, qui s'étend aux jeunes, qui défend les écoles et les services publics, qui protège les cheminots, conduit à ces questions là.

L'horizon alors ne réside plus dans les présidentielles de 2022, les municipales de 2020, les européennes de 2019, mais il est là, accessible, et il s'appelle démocratie !

"*Syndicalo-syndicalisme, vous avez dit syndicalo-syndicalisme*" ?

Sauf que s'il faut attendre, alors en effet la bamboula et le charivari sous les fenêtres à Macron (en fait loin d'elles, les cordons de CRS y veillant) c'est bien, mais quand arrive la soirée et que tombe le crépuscule, tombe aussi le spleen de François Ruffin : "et ce soir, et maintenant, on fait quoi les amis ?"

Frédéric Lordon, dans un article écrit quelques jours auparavant, pour le site du Monde Diplomatique, *Ordonnances SNCF : l'occasion*, se livre à une critique très largement justifiée de l'orientation, et de la situation matérielle, des directions syndicales confédérales, pour aboutir à la conclusion que le problème de ce côté là est inextricable, car il n'y a, peut-on ainsi interpréter son article, pas seulement la "bureaucratie" (selon lui, d'ailleurs, chose inévitable), mais plus encore du "syndicalo-syndicalisme" à savoir la pratique quotidienne de résistance faite de petits gestes fondamentaux, de "petites" mais éprouvantes mobilisations, de compromis, de répression, des délégués et représentants syndicaux de "terrain".

Au moment précis où la mise bout à bout des revendications surgissant de ce syndicalisme là, et sous lui, derrière lui, avec lui, des nappes profondes des personnels des EHPAD et des petites entreprises peu syndiquées mais pleines de rages, dessine son "autre monde" - c'est-à-dire au moment précis où les revendications défensives se combinent à des revendications offensives : hausse des salaires, service public des déchets ...-, F. Lordon lui rédige son épitaphe : il est bon pour s'occuper du beefsteak, il faut qu'il le fasse mais il n'est bon à rien d'autre, il ne produit pas "de la cause commune" !

Il faudrait donc qu'il devienne, conclut-il, "politique, et pourquoi pas révolutionnaire" - on voit ici que pour F. Lordon, la lutte quotidienne pour le beefsteak n'est pas révolutionnaire ... et si l'on traduit en termes politiciens ces développements un tantinet nébuleux l'idée est en fait qu'il faudrait que nous ayons "un appel conjoint et paritaire CGT-FI".

Les mobilisations sociales ne consistent pas dans des mouvements de résistance au "néolibéralisme" mais elles partent des questions concrètes et matérielles que vivent les gens. Ils ne "produisent" pas un discours "antilibéral", ils se défendent - comme personnes, comme vendeurs de leur force de travail. Et cette lutte de classe organique est générale et quotidienne. Elle ne se heurte pas à une "classe nuisible" ou une "oligarchie", mais aux rapports quotidiens de l'échange et de la production marchandes dominées par le capital et engendrant le capital, et du même coup, souvent beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine, à son État. Au cours des derniers mois, depuis l'avènement de Macron, nous avons eu deux phases :

- à l'automne un pré-affrontement, vécu comme définitif par bien des gazeux macroniens et peut-être par Macron lui-même, avec les secteurs "traditionnels" et syndiqués, gagné par le pouvoir, qui en a déduit qu'il pourrait isoler et battre les cheminots pour avoir sa victoire à la Thatcher,

- et, cet hiver, non prévu ni par Macron, ni par la plupart des analystes, un ébranlement lent venu des profondeurs, arrivé par les EHPAD et les retraités, qui ont commencé à retourner toute la situation, développement qui s'amplifie aujourd'hui.

Nous sommes quelques uns à l'avoir senti, comme on sent des cors aux pieds. Jacques Chastaing, cité par Lordon qui cite aussi, à juste titre, l'émission de Cash Investigation sur Liddle, est de ceux-là, mais Lordon ne capte pas la portée immédiatement, directement politique de ce mouvement réel profond, dont la gestion immédiate relève pour lui de son fameux "syndicalo-syndicalisme", et il veut lui imposer sa médiation idéologique sans laquelle ces pauvres gens ne peuvent arriver à rien ...

En matière théorique nous avons là une petite leçon de chose : en ignorant le contenu concret de vieilles affirmations "marxistes" (Toute lutte de classe est une lutte politique - Marx), est postulé un "syndicalisme révolutionnaire" castré, sans la grève générale !

C'est en tant que "syndicalo-syndicaliste" et pas seulement comme militant analysant la situation d'ensemble que j'ai personnellement compris en janvier que quelque chose "d'autre" commençait à se passer, quelque chose qui vient de loin. Je suis responsable FSU. Quand quelqu'un qui ne relève pas de mon champ de syndicalisation m'appelle, pour être conseillée sur une grève, grève que les personnels de son EHPAD n'ont finalement pas faite, par peur, mais qu'à la place elles ont rédigé une remarquable liste "syndicalo-syndicaliste" de tout ce qui ne va pas dans leur travail, sans oublier les compresses et les bidets, ce qui veut dire qu'en cachette elles se sont réunies, alors je me suis dit "y'a un truc". Ce que, depuis, a confirmé l'acharnement des parents d'élèves de plusieurs écoles à occuper celles-ci et à refuser ce qui est présenté comme décidé, normal, "équitable" et inévitable. Petites choses. Petits mouvements. Quotidien. "Syndicalo-syndicalisme" avec des gens réels, pas ceux du "peuple en construction", pas des "antilibéraux", des gens qui ne votent pas forcément à gauche, s'ils votent. Mouvement réel. Révolution.

Aspects politiciens.

F. Lordon critique à juste titre les calendriers et stratégie d'évitement des mouvements d'ensemble se centralisant, venant des directions syndicales. Il semble ne pas avoir compris pour

autant que si la manifestation appelée par J.L. Mélenchon le 22 septembre dernier avait commencé à susciter réticences et résistances, ce n'est pas à cause du "syndicalo-syndicalisme" des délégués obtus qui ne "veulent pas faire de politique", ni à cause de la "charte d'Amiens" pourfendue par J.L. Mélenchon, ni à cause du PCF, mais parce que ce rassemblement couronnait un tel calendrier en appelant par avance à engager la lutte ... sans grève et une fois les ordonnances ratifiées !

Cette stratégie politique ne s'opposait pas à celle des "appareils syndicaux", elle complétait celle-ci tout en combattant le contenu politique en gestation dans la grève unitaire du 12 septembre contre les ordonnances.

Et ceci au nom d'une idéologie tendanciellement anti-syndicale, "populiste", visant à "construire le peuple" avec petits patrons et précaires contre les "fonctionnaires syndicaux", une dérive inquiétante avec laquelle J.L. Mélenchon joue avec cynisme, et à laquelle me semble faire écho, même si elle ne lui est pas identique, la perception condescendante du "syndicalo-syndicalisme" chez F. Lordon.

Cet automne, la "manifestation citoyenne le week-end" à la J.L. Mélenchon a pleinement participé des éléments ayant permis la victoire de la première manche par Macron. Mais, s'ajoutant aux problèmes politiques accumulés depuis la présidentielle, elle a aussi contribué à nourrir la méfiance des militants syndicalistes. De sorte que maintenant que la seconde vague, partie de bien plus importantes profondeurs, advient, il était impossible à J.L. Mélenchon de relancer la même opération. Au contraire la force du front unique, qui n'a rien de politicien mais qui est la force même du mouvement profond qui monte, l'a contraint à être respectueux et "sage" jusqu'à un certain point, contraint à apparaître comme soutenant les syndicats, se situant dans l'unité, "au service" du mouvement, voire un tantine gauchisant, mais pas trop ; ne parlons surtout pas de grève générale mais évoquons un "mai 68 perlé" !

Tout cela tout en rappelant le fond de son orientation sur d'autres sujets de manière de plus en plus déliquescente : soutien de fait aux massacres en Syrie à travers "le Média", dénonciation non du CRIF mais de "la communauté", sic, suite aux provocations du CRIF et de la LDJ, etc. Avec l'appel à une manifestation le samedi 14 avril à Marseille, toutefois, commence à ressurgir la thématique visant à opposer à l'unité du salariat l'union "du peuple".

Là où J.L. Mélenchon parle de "mai 68 perlé", F. Lordon parle de "débordement général". Pour l'un comme pour l'autre, grève générale, manifestation centrale pour en découdre avec Macron, sont des formules à éviter : s'en rapprocher en apparence, mais à éviter !

En outre, le court-circuitage de la manifestation du POID, susceptible dans le contexte présent d'avoir un relatif succès, a pu être aussi un mobile au niveau du noyau dirigeant de la FI qui vient d'appeler ses adhérents à se lancer dans les "comités du 5 mai".

Aider par la discussion politique la montée qui est en cours.

Si nous prenons un peu de recul, l'impression qui prévaut au moment présent est tout de même que la force de ce qui est en train de monter charrie avec elles bien des obstacles et impose l'unité. D'ici le 5 mai, il va y avoir d'autres moments de la grève des cheminots, d'autres évènements, les mouvements dans la jeunesse, etc., sans oublier, bien entendu, le 1^{er} mai (une excellente occasion, au fait, pour les "non salariés" et "ceux qui ne peuvent pas faire grève", de manifester !).

Dans l'absolu la montée est trop lente, et le risque que prennent les fédérations de cheminots en installant ceux-ci, comme de bons soldats, dans la durée, est lourd. Mais le problème clef pour le pouvoir exécutif, comme pour toutes les manœuvres et contre-manœuvres, est que la montée est là, et que si je puis dire la montée monte, encore. Ce dont elle a besoin n'est pas de coups d'accélérateurs artificiels, mais de débat politique approfondi, donnant des perspectives qui l'aident à monter encore.

C'est de ce point de vue que les questions balayées dans la présente contribution ont de l'importance, et à cet égard la discussion de pourquoi faire une manifestation centrale et comment est une excellente opportunité. Constatons d'ailleurs que l'appel au 5 mai est essentiellement réceptionné ainsi : on ne bondit pas d'allégresse, on s'interroge, on discute. C'est ce qu'il faut faire.

Il faut que cette discussion contradictoire, démocratique, se poursuive, s'approfondisse : le présent texte doit donc être pris, ni plus ni moins, comme une contribution au débat que nous aurons notamment le samedi 28 avril prochain, de 14h à 17h au Malais rouge, [40 rue de Malte Paris 11^e](#) (métro République ou Oberkampf).

VP, le 08/04/18.

Brèves internationales du 8 avril 2018

Ghouta-Gaza

Samedi 7 avril 2018 : la Ghouta, quartiers populaires Est de Damas, est condamnée, déjà en majorité "évacuée", quelques combattants pouvant se diriger sur la poche d'Idlib, beaucoup de jeunes hommes étant séparés de leurs familles, torturés et enrôlés de force. Il reste une ville sur le Sud de la zone, Douma. On la sait condamnée. Elle est défendue par environ 10 000 recrues d'une organisation à dominante salafiste, ayant rompu avec l'Armée Syrienne Libre et ayant également combattu Daesh.

Alors qu'il est en position victorieuse, le pouvoir de Bachar el Assad a déclenché des bombardements intensifs, faisant 70 morts et détruisant ce qui restait d'hôpitaux. Puis, en fin de journée, une attaque au gaz a fait au moins 200 morts, et sans doute des milliers de personnes souffrant de troubles respiratoires graves. Des bunkers où étaient réfugiés des enfants ont été

visés. Selon beaucoup de spécialistes, images et descriptions évoquent du chlore, mais pas seulement : le recours au gaz sarin n'est pas exclu. Avec une remarquable synchronisation les médias contrôlés par l'État poutinien ont lancé le thème des "fake news" sur une fausse attaque au gaz, afin que ceci soit relayé par la trinité des fachosphères, stalinosphères et populistosphères du net.

Cette barbarie ne supporte aucune explication militaire, Bachar étant déjà en position de gagner dans ce secteur. Le message pour le peuple est : vous êtes des larves on va vous exterminer, on vous extermine. Le message pour la "communauté internationale" et peut-être aussi pour le parrain Poutine est "je fais ce que je veux, ce qui a été interdit en théorie, je le fais".

S'il existait un mouvement ouvrier et démocratique internationaliste, des manifestations éclateraient partout. Elles protesteraient aussi contre l'étouffement médiatique parfait de ces terribles informations. A cet égard, "Le Media" lié à la "France insoumise" est parfaitement à l'unisson des "médias mainstream" en préconisant la censure des images de la Ghouta.

En réalité, dans la mesure où il existe des militants mobilisés actuellement en Europe contre des faits de répression se déroulant au Proche-Orient, c'est à l'encontre de la répression israélienne des manifestations se déroulant à proximité de la délimitation de la bande de Gaza, sur le mot d'ordre démocratique élémentaire du droit au retour des réfugiés palestiniens : plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés.

Outre la question : pourquoi la connaissance des luttes au Proche et Moyen Orient se réduit-elle ordinairement à ce seul secteur, il s'en pose une autre : est-il efficace de soutenir les Palestiniens en ne soutenant que les Palestiniens ? Est-ce que les "militants de la cause palestinienne" en Europe s'imaginent pouvoir agir pour cette cause en ignorant les faits massifs qui, aujourd'hui, l'entourent, l'influencent, la conditionnent : révoltes arabes, insurrection et guerre syriennes ? Morale et internationalisme prescrivent sans doute de défendre ensemble Alep, la Ghouta ... et Gaza, mais aussi l'efficacité.

Car les jeunes Palestiniens qui ont déclenché ces manifestations sont les frères des combattants syriens, et aussi des manifestants de ces deux dernières semaines dans la province arabe du Khuzistan, en Iran, qui prolongent l'explosion sociale survenue en Iran fin 2017, et de la majorité du peuple égyptien qui a boycotté le scrutin présidentiel d'al Sissi. On ne doit pas les en séparer, car la démocratie existera quand les Assad, les al-Sissi et les Ben Salman seront renversés et que Palestiniens et Judéo-israéliens auront leur État reposant sur les droits civiques et politiques de tous leurs ressortissants, ou bien elle n'existera nulle part. On ne doit donc pas les en séparer, et c'est pour les en séparer, et remettre au Hamas le contrôle de la situation à Gaza, que l'armée israélienne a tiré.

A quand une manif "Ghouta-Gaza" ?

Lula

Lula est emprisonné, pour "corruption", par le régime le plus corrompu, et ce n'est pas peu dire, de l'histoire du Brésil. Le pouvoir politique au Brésil ne procède plus d'aucune élection et en emprisonnant Lula, il s'est donné les moyens d'éviter son élection aux prochaines présidentielles.

Du coup, ce régime corrompu se convertit rapidement en dictature militaro-mafieuse. L'emprisonnement de Lula a été précédé de peu de l'assassinat de Marielle Franco.

Ce régime assassine une militante révolutionnaire et féministe, et emprisonne la figure qui résume l'histoire du mouvement ouvrier brésilien depuis plus de quatre décennies : émergence de syndicats de masse et d'un parti ouvrier, alignement de ce parti sur les héritages du mouvement ouvrier du vieux monde, conversion accélérée, en même temps qu'il est porté au pouvoir, au néolibéralisme (d'où corruption).

Ce régime n'a aucun droit d'emprisonner Lula. Les explications avec Lula concernent le seul prolétariat. Il veut en finir avec les conquêtes sociales des quarante dernières années et donc il veut détruire le mouvement ouvrier brésilien, le PT comme le PSOL et les autres partis, la CUT et les syndicats, le MST et le mouvement paysan.

Nul doute que la majorité au Brésil ne veut pas de cela. Mais pour riposter et gagner, elle doit refaire et/ou reconquérir ses organisations, et dans la lutte, elle va s'y engager.

Grèves sauvages des enseignants US : historique !

En ce soir du premier jour de la grève des cheminots en France, le rapport de force s'est plutôt renforcé dans le camp du salariat : grève puissante, soutenue par la population et conspuée par les médias, grèves dans d'autres secteurs aussi et mouvement de la jeunesse en train de se lancer.

Alors que la généralisation et la centralisation des grèves - la plus politique des questions politiques ! - se cherche en France, nous devons mesurer les faits historiques qui sont en train de percer aux États-Unis.

Les maîtresses et maîtres d'école se lancent dans des "grèves sauvages" de masse, parties de Virginie occidentale, en Oklahoma, Kentucky, Arizona, donc dans les profondeurs du pays. Ces grèves ne sont pas lancées mais suivies par les syndicats, et elles impliquent en fait profondément les équipes syndicales de base, qui sont à la manœuvre : la "grève sauvage" a pu être, au départ à Charleston, le moyen de contourner les lois anti-grève en ne déclarant pas celle-ci et en l'imposant par les méthodes classiques de la lutte des classes : piquets mobiles, occupation.

Les revendications sont le rattrapage des salaires depuis 2008, et les moyens et le respect dû à l'enseignement public, à l'encontre de toutes les politiques menées depuis des années.

Cette irruption est nourrie par tout ce qui se passe depuis deux ans : crise des primaires, victoire occultée de Sanders dans le parti démocrate, élection de Trump, et tout récemment, en même temps et juste avant ce mouvement, qui se combine avec lui et y a puisé une partie de sa force, la vague de la jeunesse contre les armes à feu.

En 1934 les trois glorieuses (Teamsters de Minneapolis, métallos de l'automobile de Toledo, marins de San Francisco) et en 1937 les sit down strikes à Akron et Flint avaient lancé le Labor sur la scène de l'histoire. Le Labor en tant qu'institution (l'AFL-CIO) a été à côté des luttes réelles des deux dernières années et reste à coté de la plaque en espérant que les tarifs douaniers de Trump le sauveront. L'avenir, les vraies forces en marche, ce sont les instits US.

Ne mesurons pas notre soutien : les sit down strikes d'aujourd'hui viennent de commencer, dans les écoles, pour l'avenir de la jeunesse, dans une vague de grèves nationale à l'échelle des EU.

Haut les coeurs et en ordre de combat ! "Organise !" Mais quel est pour nous le meilleur soutien ? La grève en France !

03-04-2018

Déclaration de Roger Silverman sur les allégations d'anti-sémitisme à l'encontre du Labour Party et de Jeremy Corbyn.

Introduction

La nuit dernière, j'ai posté le morceau suivant sur Facebook en réponse à toute l'hystérie médiatique qui entachait Corbyn et la gauche avec des allégations d'antisémitisme. À ma grande surprise, je me suis réveillé ce matin pour constater qu'il avait attiré 500 «j'aime» et qu'il avait été partagé par plus de 300 personnes.

Roger Silverman (1), le 6 avril 2018

Tout d'abord, permettez-moi de donner mes éléments d'identification.

Je suis Juif. Mes grands-parents étaient des réfugiés sans le sou des pogroms de l'empire russe tsariste. Mon grand-père maternel a été victime d'un meurtre antisémite en Grande-Bretagne. Mon père, député travailliste de gauche pendant 33 ans, était sioniste. En 1940, il a été élu président de la section britannique du Congrès juif mondial. À ce titre, il fut l'un des premiers à avertir le monde de la «solution finale de la question juive» d'Hitler et à lancer une campagne mondiale pour sauver le judaïsme européen du génocide. Trois jours après ma naissance, il a visité les camps de concentration nouvellement libérés de Buchenwald et de Belsen en tant que membre d'une délégation parlementaire. Après la guerre, il a mené une campagne vigoureuse contre les attaques militaires du gouvernement travailliste contre les migrants juifs en Palestine, en grande partie des survivants des camps de concentration. Au début de mon adolescence et membre des Jeunes socialistes, j'étais également membre de Hashomer Hatzair, une organisation de jeunesse sioniste socialiste dont les membres avaient dirigé l'héroïque soulèvement du ghetto de Varsovie.

J'ai rejoint le parti travailliste à l'âge de 15 ans et en ai été membre toute ma vie, à l'exception des années du "New Labour". Bien sûr, j'ai rencontré des manifestations

d'antisémitisme dans ma vie, mais seulement une fois de la part d'un activiste de gauche, et jamais au sein du Parti travailliste.

Dans la riche vie culturelle et politique des Juifs de l'empire russe et de l'Europe centrale, organisée dans le Bund socialiste, le sionisme était toujours resté une secte marginale. Ce n'est qu'à l'ombre de la croix gammée qu'il s'est développé en tant qu'expression de défiance de masse et de désespoir. En ce sens, le sionisme était une excroissance de l holocauste, et par la suite un échec tragique. La colonisation en Palestine n'a pas, après tout, offert aux Juifs une sécurité durable. Les Juifs ne sont pas plus en sécurité en Israël aujourd'hui qu'en Europe et en Amérique.

Je soutiens le droit d'Israël à exister. Des générations ont grandi là-bas durant les soixante-dix dernières années, et elles n'ont pas d'autre foyer. Ce que je condamne, c'est l'identité d'Israël en tant qu'État désigné par la race dans lequel les non-juifs sont confrontés à la discrimination et qui agit en tant que puissance d'occupation militaire régionale. Le massacre de manifestants non armés la semaine dernière à Gaza était un crime monstrueux, pas différent des bains de sang à Sharpeville en Afrique du Sud en 1960, ou à Amritsar en 1919, lorsque les troupes britanniques ont fauché plus de 1.000 manifestants pacifiques.

Quand les gens font des comparaisons simples et faciles avec les nazis, je n'attribue pas nécessairement leur point de vue à l'antisémitisme, mais je les considère comme totalement déplacés. Il y a une différence entre la répression militaire coloniale brutale - une pratique de toutes les superpuissances capitalistes régionales, y compris l'impérialisme britannique - et l'extermination génocidaire raciste systématique délibérée.

Dans le sillage de l'échec des précédentes campagnes de dénigrement pour qualifier Jeremy Corbyn de sympathisant terroriste ou d'agent stalinien, l'hystérie actuelle n'est que la tactique la plus récente et la plus bizarre des conservateurs, des milliardaires de la presse et des mêmes "New Labour" qui ont travaillé si dur pour remplacer Jeremy Corbyn dans le passé récent. C'est une nouvelle version de la fausse "lettre de Zinoviev", ou des accusations de Churchill en 1945 selon lesquelles le parti travailliste allait établir un état policier de type Gestapo. C'est le parti Tory qui est infesté de racisme, depuis la loi sur les étrangers de 1905 qui a bloqué l'émigration juive des pogroms d'Europe de l'Est jusqu'au Club de droite fondé pour «révéler les activités de la communauté juive organisée», depuis Enoch Powell(2) à Boris Johnson. C'était le *Daily Express* qui portait le fameux titre "Jews DECLARE WAR ON GERMANY"(3) et le *Daily Mail* qui criait "HURRAY FOR THE BLACKSHIRTS"(4) dans les années 1930 et montait une campagne de dénigrement à peine voilée contre Miliband(5) il y a moins de trois ans.

Il est temps de se battre contre les mensonges sans scrupules de l'establishment et de défendre avec fierté les antécédents du Labour - et plus particulièrement de Jeremy Corbyn - de résistance au racisme sous toutes ses formes.

Notes :

1) Roger Silverman a été membre de la tendance Militant dès le début des années 60, et fondateur en 1974 du CWI (Committee for a Workers International) dont il a été exclu

durant les années 90. Depuis, il est un des fondateurs et animateurs du WIN (Workers International Network - Réseau pour une Internationale Ouvrière).

2) Enoch Powell, politicien conservateur, restera célèbre dans l'histoire pour son discours incendiaire, dénommé depuis « Rivers of blood » (rivières de sang), prononcé le 20 avril 1968 pour s'opposer à l'immigration légale notamment celle en provenance des pays du Commonwealth, lors d'une réunion d'un club conservateur à Birmingham sur une thématique ne pouvant que faire rougir de jalouse la famille Le Pen.

3) La Une du Daily Express du 24 mars 1933, une expression de la compassion anti-rouge de la classe capitaliste britannique à l'égard du nazisme. Pour mémoire, Winston Churchill ne devint un adversaire acharné d'Adolf Hitler que lorsqu'il apparut que ce dernier en voulait furieusement à l'empire colonial de Sa Majesté...jusque là, il n'avait eu que des qualités anti-bolchéviques.

4) Les Blackshirts étaient les Chemises Noires du mouvement d'Oswald Mosley imitant les fascistes italiens et allemands. Son mouvement fasciste a subi un revers mémorable lors de la bataille de Cable Street dans l'East End londonien en 1936, lorsque les fascistes ont voulu traverser de façon délibérément provocatrice les quartiers d'ouvriers et d'immigrés et ont rencontré un front unique ouvrier musclé de 30.000 contre-manifestants, en dépit de la protection accordée par la police aux fascistes. Mosley passa ensuite les années de guerre en prison, puis finit sa vie en exil en France.

5) Ed Miliband : dirigeant de l'opposition travailliste entre 2010 et 2015, dans la phase post-Blair du Labour, démissionna de ses responsabilités après l'échec électoral des travaillistes aux élections législatives du 7 mai 2015.

Éditorial du 2 avril : le printemps du mécontentement arrive

Veillée d'armes.

Lundi 2 avril 2018, en France c'est la veillée d'armes : la grève des cheminots commence demain. Impossible de tourner un bouton de radio ou de TV sans tomber sur un prétendu reportage sur le thème "comment les Français vont se débrouiller malgré la grève". "Jean-François, élève ingénieur, n'a aucune idée des revendications des grévistes et trouve que ça le gène beaucoup." "Martine, auto-entrepreneuse, dit avec ses mots que la grève, ça fait chier." "Célestin, qui a lancé sa start-up, trouve vraiment désuet de connaître une telle situation". "Valérie, qui débute dans la médecine vétérinaire, plaint les pauvres lycéens qui doivent préparer le Bac dans de telles conditions." Jamais, dans les radios, la France n'est autant peuplée de pilotes de start-ups, génies en herbe ignorants du vaste monde, entrepreneurs dynamiques et autres "moi-Société Anonyme" que quand s'annonce une vraie grève faite par les vrais gens, vrais habitants de ce pays : les salariés. Comme si 60 millions d'"entrepreneurs" devaient être "pris en otages" par quelques milliers de cheminots.

Mais cette ambiance de veillée d'armes est aussi composée du fait que, justement, ce discours omniprésent laisse la masse indifférente, car en fait il ne passe pas. Au fur et à mesure

que l'échéance annoncée s'est approchée, les sondages de commande sur l'impopularité de la grève des cheminots au célèbre statut ont tendance à s'inverser. Pour une simple raison : le rapport de force social influe sur les esprits.

C'est parce que les cheminots ne sont pas seuls qu'ils peuvent être forts.

Qu'est-ce qui a construit ce rapport de force social qui permet en ce 2 avril à la grève, pourtant annoncée comme perlée et étalée, des cheminots, de peser comme une puissance avant même d'avoir commencée, avec un taux de grévistes initiaux supérieur à 1995 ?

Une réponse très claire à cette question est indispensable pour pouvoir agir dans les semaines qui viennent. Bien entendu, la place historique d'une profession dont les grèves de 1910, 1920, 1995, sans oublier 1944 contre les forces au service du nazisme, ont pesé dans la construction des droits collectifs de tous, très au delà de leur fameux "statut", pèse lourd. Mais elle ne peserait pas si elle était seule. Ce qui a construit le climat de veillée d'armes d'aujourd'hui, parce que l'on sait qu'au départ la grève sera massive, majoritaire, et aussi qu'elle sera populaire, comprise, soutenue, ce sont la lame de fond partie des EHPAD et des retraités, le début d'ébranlement dans certaines universités, et plus précisément la grève du jeudi 22 mars dans la fonction publique, à laquelle de larges couches sociales ont conféré un contenu social et politique allant au delà des seuls fonctionnaires, et la grève nationale dans les magasins Carrefour du samedi 31 mars.

Trois jours avant les cheminots, la grève chez Carrefour, contre la suppression programmée de milliers d'emplois, a touché, selon les fédérations FO, CFDT et CGT, environ 20.000 employés, soit le tiers de l'effectif. Cela signifie en fait, connaissant le climat réel de coercition qui règne dans ce type d'entreprise, que la grande majorité des caissières, agents, employés divers ont soutenu le mouvement et lui ont, d'une manière ou d'une autre, prêté main forte, ne serait-ce que par un sourire complice et une passivité accusée au moment du passage des équipes de syndicalistes. Cela signifie que la démonstration qu'il est possible, en France en 2018, de faire grève dans une grande entreprise privée peu syndiquée et se voulant à la pointe du management, est là, et du coup la question se pose à d'autres secteurs de la "grande distribution", maillon clef de l'économie.

Plusieurs grèves se succèdent à Air France qui exigent une hausse immédiate de 6% des salaires, posant aussi là une question qui vaut pour tous les salariés. Chez les éboueurs et dans les centres de tri des déchets, s'amorce une grève qui soulève celle de la création d'un véritable service public des déchets, avec un statut et une reconnaissance de pénibilité pour ces salariés. Dans l'énergie, les grèves en cours soulèvent de fait la question de la renationalisation du secteur.

Si nous mettons bout à bout ces revendications, nous constatons qu'il en est de défensives - préservation du statut et de ce qui reste des missions de service public du chemin de fer - et qu'il en est d'offensives - salaires, extension de véritables services publics - et que ces deux dimensions se combinent. Il en va de même dans la Santé : le refus de conditions de travail de plus en plus dégradées va avec l'aspiration à un service public reconnu et étendu.

De même, les mobilisations contre les fermetures de classe dans le Lot, l'Allier ou d'autres départements, ont conduit les mairies mobilisées et les principaux syndicats et associations à formuler des revendications d'augmentation du nombre de postes, répondant aux besoins réels. Quand Macron se vante de dédoubler des petites classes en Éducation prioritaire, ou d'étendre l'instruction obligatoire à partir de 3 ans, mais que ceci sert de "justification" à des fermetures de classes et d'écoles, il est logique qu'à un moment donné, les intéressés - parents, personnels, amis de l'école publique - fassent les comptes, calculent ce qu'il faudrait créer pour ne pas supprimer là au motif d'ouvertures ailleurs, et revendentiquent la satisfaction des besoins réels.

Ce processus revindicatif germe dans un domaine où il va être particulièrement massif et déterminant : le droit aux études supérieures. Le fiasco du dispositif "Parcoursup", présenté comme un merveilleux cadeau qui devait permettre "plus jamais de tirage au sort" et qui est en train de plonger dans le stress des jeunes et leurs parents par dizaines de milliers, avant de bloquer des dizaines de milliers d'entre eux, dans quelques semaines, en ne leur disant certes pas "non", mais "oui si" et "en attente", s'annonce, si l'on peut dire, grandiose. La mise en place sans trop d'à coups jusqu'à fin mars d'un dispositif de sélection avant même le vote de toute loi, prépare des situations massives de blocage et de difficultés. Le droit aux études va se placer au centre des aspirations de toute la société, à l'encontre et à l'inverse des discours et des actes du petit bonapartisme fébrile macronien.

Si nous mettons bout à bout tous ces éléments, revendications, refus, et exigences d'autre chose, on peut dire que nous avons en ce moment un mûrissement général. Comme disait Rosa Luxemburg, dès 1910, "l'Achéron se met en mouvement". Ce mouvement est lent, parce qu'il est profond, et parce qu'il sent qu'il a des obstacles majeurs à surmonter, obstacles politiques et syndicaux, tout en s'efforçant, à chaque étape, de faire jouer leur rôle aux syndicats en se tournant vers eux.

Voilà pourquoi la grève des cheminots s'annonce puissante : parce qu'elle n'est pas seule.

La voie du débouché.

C'est là la voie du débouché.

Deux scénarios ne sont guère crédibles, qui sont pourtant ceux dont il est le plus question dans les médias et dans diverses couches militantes.

La "grève pendant trois mois", et après, le gouvernement, juste pour les congés d'été, met en œuvre "la réforme". Qui peut croire que le rapport de force ne devra pas être tranché avant ce délai ?

Mais le scénario de la victoire des cheminots par KO dans des délais rapides est lui aussi douteux en dehors d'un soutien massif et de l'extension des grèves, des revendications et des mouvements de la jeunesse à l'échelle de toutes les branches et de tout le pays.

Attentats, polémiques et commandos.

Observons ici un fait notoire de la semaine écoulée depuis le 22 mars.

L'attentat islamiste dans un supermarché près de Carcassonne, faisant 4 morts en tout (dont un gendarme qui s'est sacrifié et un délégué CFDT du super-U), l'assassinat antisémite d'une vieille dame, ont dominé l'actualité jusqu'à ce que la grève chez Carrefour vienne remettre au centre les conflits sociaux, à la veille de la grève des cheminots.

Des polémiques ont prolongé ces deux crimes, impliquant la FI dont la vulnérabilité saute aux yeux : l'un de ses anciens candidats aux législatives se félicite de la mort du gendarme, il est poursuivi et vilipendé par les dirigeants de la FI qui font semblant d'ignorer qu'en connaissance de cause de son appel au vote ... Le Pen au second tour de la présidentielle, ils l'avaient investi candidat aux législatives ; puis, le CRIF, autoproclamé avec la bénédiction de l'État instance représentative des Juifs de France, ce qu'il n'est pas, a tenté d'interdire aux responsables FI de manifester contre l'antisémitisme, les amalgamant à Mme Le Pen qui a toutefois été protégée par les nervis de la soi-disant "Ligue de défense juive" qui ont, par contre, attaqué le groupe de responsables FI.

Cependant, ces crimes et polémiques collatérales ont aussi plus ou moins recouvert la multiplication impressionnante, en quelques jours, d'agressions d'extrême-droite contre le mouvement étudiant naissant, dont le point d'orgue a été l'attaque d'un commando à Montpellier conduit par "Monsieur le doyen" en personne, que la ministre a été obligé de suspendre. En quelques jours on a vu se manifester une extrême-droite cherchant l'affrontement physique, dans une relation avec le pouvoir macronien, qui singe, l'histoire se répétant en balbutiant, ce qu'était le rapport de l'OAS puis d'Ordre nouveau avec De Gaulle aux débuts de la V^e République : supplétifs policiers et en même temps dénonciateurs virulents.

Montée sociale et préparation politique du combat.

Ce phénomène n'est pas un signe de force pour l'exécutif. Celui-ci a affaire à la montée de la lutte sociale et cela peut faire de lui, pour paraphraser un terme dont voulait se prévaloir J.L. Mélenchon, un bonapartisme "gazeux", de plus en plus gazeux !

Mais si cette montée est effectivement à même de le vaincre, ceci n'ira pas sans combat.

C'est ce combat qui demande un regroupement politique et qui demande aussi l'indépendance syndicale rétablie envers l'État : il faut notamment que les fédérations de fonctionnaires rompent la concertation avec le secrétaire d'État à la fonction publique M. Dussopt, qui prétend se "concerter" avec elles sur le remplacement des fonctionnaires par des contractuels, la casse des instances paritaires et le salaire "à la performance", et que toutes les fédérations de cheminots exigent le retrait du rapport Macron-Spinetta.

Quant au regroupement politique, certes il doit soutenir les cheminots, certes il faut multiplier les comités populaires de soutien aux cheminots et de défense du service public, et pour tout cela, à partir de tout cela, appeler à l'unité pour battre Macron et s'affirmer comme volonté politique alternative, sans attendre les présidentielles de 2022, les municipales de 2020 ou les européennes de 2019.